



Commissariat Audit Assistance
Société de commissariat aux comptes
inscrite près la cour d'Appel de Saint
Denis de la Réunion

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Association Mission Locale Est

Association Loi 1901

Siège social : Beaufonds
25, Cité artisanale – BP 57
97470 SAINT BENOIT

SIRET / APE : 38210406500034 / 8413Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

M.L.E.

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association M.L.E. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 09 Juin 2025

C2A, Commissaire aux Comptes



Sébastien ROBERT, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mission Locale EST		BILAN ACTIF				
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024		Présenté en Euros				
ACTIF		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	844	383	461	0,01	743	0,01
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	1 196 683	935 348	261 335	5,12	373 893	5,99
. Autres immobilisations corporelles						
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	99 320		99 320	1,95	67 673	1,40
. Autres	42 545		42 545	0,83	39 495	0,83
TOTAL (I)	1 339 393	935 731	403 661	7,91	501 803	8,04
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	115 352	77 611	37 741	0,74	47 073	0,75
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	2 608 672		2 608 672	91,14	3 227 406	91,71
Valeurs mobilières de placement	77 453		77 453	1,52	77 453	1,24
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 935 826		1 935 826	37,95	2 318 397	37,14
Charges constatées d'avance	37 493		37 493	0,74	69 353	1,11
TOTAL (II)	4 774 795	77 611	4 697 184	92,09	5 739 682	91,96
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 114 188	1 013 342	5 100 846	100,00	6 241 485	100,00

Mission Locale EST				
BILAN PASSIF				
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024				
Présenté en Euros				
PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice				
Situation nette (sous total)				
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)				
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)				
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)				
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

Mission Locale EST	COMPTE DE RÉSULTAT
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024	Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations									
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services		31 871		13 655		18 216		133,40	
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		5 434 435		6 104 198		-669 763		-10,96	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels									
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		386 049		586 924		-199 875		-32,51	
Utilisations des fonds dédiés		894 495		815 640		78 855		9,67	
Autres produits		986		20		966		N/S	
Total des produits d'exploitation (I)		6 757 837		7 520 437		-762 600		-10,13	
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		1 589 869		1 640 363		-50 494		-3,07	
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		166 710		160 181		6 529		4,08	
Salaires et traitements		3 083 822		3 241 728		-157 906		-4,86	
Charges sociales		1 123 994		1 175 024		-51 030		-4,33	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		139 933		177 983		-38 050		-21,37	
Dotations aux provisions		271 119		157 106		114 013		72,57	
Reports en fonds dédiés		376 481		894 495		-518 014		-57,98	
Autres charges		65		1 724		-1 659		-98,70	
Total des charges d'exploitation (II)		6 751 993		7 448 604		-696 611			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		5 844		71 833		-65 989		-91,85	
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés		490		463		27		5,83	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)		490		463		27		5,83	
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées		6 423		5 585		838		15,00	
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (IV)		6 423		5 585		838		15,00	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-5 933		-5 122		-811		-15,82	

Mission Locale EST	COMPTE DE RÉSULTAT
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024	Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-90	66 711	-66 801	-100,12
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	12 972	12 024	948	7,88
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	12 972	12 024	948	7,88
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	972	6 152	-5 180	-84,19
Sur opérations en capital	4 151	2 187	1 964	89,89
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	5 123	8 339	-3 216	-38,56
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	7 849	3 685	4 164	113,00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	6 771 299	7 532 924	-761 625	-10,10
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 763 540	7 462 528	-69 008	-9,36
EXCEDENT OU DEFICIT	7 759	70 396	-62 637	-88,97
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS 2024

PREAMBULE

Objet social de la Mission Locale EST

La Mission Locale pour l'Insertion des jeunes de l'Est Réunionnais est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, fondée à l'initiative des Conseils Régional et Départemental, des communes de Bras-Panon, la Plaine des Palmistes, Saint-André, Saint-Benoît, Sainte-Rose et Salazie.

Son siège social est situé au 25 Cité Artisanale, BP 57, 97470 Saint Benoît.

La Mission Locale Est a pour but d'offrir aux jeunes la possibilité de construire un itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle et sociale, de mobiliser un grand nombre de partenaires – Etat, collectivités territoriales, associations, partenaires économiques et sociaux – sur un champ très vaste et diversifié qui englobe l'accueil, l'orientation et le suivi des jeunes, des problèmes de la vie quotidienne, la formation ainsi que le rapprochement des jeunes et des entreprises et la création d'activités.

Le Conseil d'Administration est composé de treize membres à voix délibératives qui sont de droit les personnes morales suivantes :

- Le préfet ou son représentant ;
- Le Recteur ou son représentant ;
- Les maires des communes de Bras Panon, la Plaine des Palmistes, Saint-André, Saint-Benoît, Sainte-Rose, et Salazie ou leur représentant désigné ;
- Les présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental ou leur représentant désigné ;
- Les présidents des chambres consulaires – Agriculture, Artisanat et Commerce – ou leur représentant.

Il n'est pas exclu que des membres à compétence consultative peuvent siéger au Conseil d'Administration, représentant les associations œuvrant dans le domaine de l'insertion, les syndicats de salariés ou d'employeurs etc.

En avril 2019, la Mission Locale Est est certifiée ISO 9001, délivrée par l'AFNOR. Cette certification s'est arrêtée en mai 2022.

En 2024, la Mission Locale Est est labellisée Missions Locale, qui est une démarche initiée par l'UNML avec la collaboration de l'ARML.

Dispositifs déployés en 2024

- Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)
- Garantie Jeunes / Contrat Engagement Jeune
- Parrainage
- L'Obligation de Formation
- Projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) qui est un dispositif national proposé aux jeunes dirigés vers la Mission Locale par France Travail dans le cadre de la cotraitance.
- Plateforme de suivi et d'appui aux jeunes en situation de décrochage scolaire (PSAD)
- Accompagnement vers l'emploi et la qualification des jeunes NEET de l'Est, cofinancé par le FSE+.
- La Brigade pour l'Inclusion Positive – Action 100% Inclusion « la Fabrique de la mobilisation » financé par la subvention PIC (Plan d'Investissement Compétences), et la CIREST.
- ALT jeunes dont l'objectif est d'offrir un hébergement temporaire et d'accompagner les jeunes vers le logement durable et autonome.
- La Maison Relais IAE Hermès, dont l'objectif est d'offrir un accompagnement renforcé à des jeunes ayant des troubles psychiques ou psychologiques par le biais d'un triptyque accompagnement/emploi/logement.
- Jeunes et Logés, qui propose de l'intermédiation locative à des jeunes pour leur permettre d'acquérir un logement autonome, cofinancé par le FSE+ et l'Etat.
- Le Service Civique avec la Mission Locale Est en tant que plateforme de service civique.
- Le Groupement des créateurs dont l'objet est de faire émerger l'envie d'entreprendre auprès d'un public en difficulté, issu de quartier prioritaire, ayant un faible niveau de qualification.
- La Mission Locale Est a constitué en 2010 la Cellule Emploi qui a pour but d'accompagner les emplois d'avenir et déployer le dispositif PEC.
- TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée) qui a pour objet l'accompagnement de jeunes en errance sociale, éloignés du monde du travail et usagers de produits psychoactifs en liant insertion professionnelle, sociale et démarche thérapeutique cofinancé par le FSE+ et l'ARS.
- L'accompagnement des bénéficiaires du RSA financé par l'Etat.

- Trajectoire Océan Indien pour l'accompagnement des jeunes allophones de l'Océan Indien financé par la DEETS.
- La Cité de la Formation qui propose un tiers lieu pour les organismes de formation financé par la DEETS et la CIREST.
- Le Dressing responsable qui met à disposition des jeunes des vêtements collectés auprès de particuliers et partenaires et des kits d'hygiène et maternité par le biais de la Brigade pour l'Inclusion Positive.
- La Coopérative d'activité et d'emploi, financé par le Conseil Départemental
- Logés+

En 2024, la MLE compte :

- 1 785 primo-arrivants (-0.1% par rapport à 2023)
- 14 732 jeunes en contact (+0.7% par rapport à 2023)
- 6 159 jeunes accompagnés (-16.62% par rapport à 2023)
- 5 955 jeunes en demande d'insertion en file active (+28.4% par rapport à 2022)
- 4 272 jeunes en accompagnement contractualisé dont 880 habitants en QPV (-11.6% par rapport à 2023)

Moyens mis en œuvre par la Mission Locale EST

Les points d'accueil de la Mission Locale Est

SITE	COORDONNÉES
Antenne de Saint-Benoît + Siège social	25 cité artisanale, BP 57 – Beaufonds - 97470 SAINT-BENOIT ml.saintbenoit@mle.re / 0262 50 20 13
Pôle Administratif et Financier et direction	9 rue des lilas- 97412 BRAS PANON administratif@mle.re direction@mle.re 0262 61 83 62
Antenne de Bras Panon	3, rue Robert - 97412 BRAS PANON ml.braspanon@mle.re / 0262 51 19 60
Antenne de Saint-André (Pente Sassy)	188, chemin pente Sassy - 97440 SAINT-ANDRE ml.saintandre@mle.re / 0262 46 54 74
Antenne de Saint-André (Andropolis 1)	554 ZAC Andropolis Immeuble les Salazes n°412 ml.saintandre@mle.re / 0262 86 01 02
Antenne de Saint-André (Andropolis 2)	556 rue Andropolis - 97440 SAINT-ANDRE ml.saintandre-andropolis2@mle.re / 0262 92 31 33
Antenne de Salazie	93, rue George Pompidou - 97433 SALAZIE ml.salazie@mle.re / 0262 61 85 29
Local Brigade pour l'Inclusion Positive	11, rue Amiral Bouvet - 97470 SAINT-BENOIT bip@mle.re / 0262 86 00 47
Permanence de Cambuston	EEL Cambuston, 901, Rue de Cambuston – 97440 SAINT-ANDRE ml.cambuston@mle.re / 0262 53 13 41

Permanence de la Plaine des Palmistes	323, av. de la République - 97431 LA PLAINE DES PALMISTES ml.plainedespalmistes@mle.re / 0262 47 28 05
Permanence de Sainte-Anne	Mairie annexe - 12, chemin Morange - 97437 SAINTE-ANNE ml.sainteanne@mle.re / 0262 51 18 60
Permanence de Sainte-Rose	CCAS de Sainte-Rose – 193 RN 2 97439 SAINTE-ROSE ml.sainterose@mle.re / 0262 23 09 31
Permanence de Fayard	Pôle de service – 420 rue Leconte de Lisle 97440 SAINT-ANDRE ml.saintandre@mle.re / 0262 46 97 23
Maison Relais Hermès IAE	152 rue Pierre LAGOURGUE Résidence HERMES 97470 Saint Benoit 0262 86 00 48
La Cité de la formation	13, route nationale 2 – Rivière des Roches - 97412 BRAS PANON citedelaformation@mle.re / 0262 86 00 49

La MLE compte plusieurs financeurs, parmi eux il est possible de retrouver :

- L'Etat, Préfecture de la Réunion
- La Conseil Régional
- Le Conseil Départemental
- Les communes de Bras Panon, Saint-Benoît, Sainte-Rose, Salazie, Saint-André, la Plaine des Palmistes
- Le FSE+
- France Travail

Au 31/12/2024, la structure a un effectif de 89 salariés répartis de la manière suivante :

- 77 CDI
- 9 CDD dont 3 en PEC
- 3 Apprentis

Exercice clos en 2024

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 5 100 845,58 EUR.

Le résultat net comptable est un excédent de 7 759,19 EUR.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 10/06/2025 par le bureau de l'association.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et/ou d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Nature des biens immobilisés	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels informatiques	Linéaire	de 1 à 3 ans
Agencements, aménagements, installations	Linéaire	de 5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	de 3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	de 3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	de 5 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite ; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	844			844
Immobilisations corporelles	1 172 788	30 846	6 950	1 196 683
Immobilisations financières	127 168	16 297	1 600	141 865
TOTAL	1 300 800	47 143	8 550	1 339 393

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	102	281		383
TOTAL I	102	281		383
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	568 026	82 116		650 142
Matériel de transport	14 615	3 659		18 274
Matériel de bureau et informatique	147 879	46 966	2 741	192 103
Mobilier	68 375	6 911	457	74 829
TOTAL II	798 895	139 652	3 198	935 348
TOTAL GENERAL (I+II)	798 997	139 933	3 198	935 731

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	99 320	400	98 920
Autres créances	42 545		42 545
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	115 352	115 352	
Autres créances	2 608 429	2 608 429	
Charges constatées d'avance	37 493	37 493	
TOTAL	2 903 139	2 761 674	141 465

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	2 448 575
Autres produits à recevoir	96 316
TOTAL	2 544 891

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	81 661		4 050	77 611
Comptes financiers				
TOTAL	81 661		4 050	77 611

Parmi les créances dépréciées, il y a celles détenues sur l'association ARDIE qui représentent 59 358 € au 31/12/2024. Les créances non réglées de l'association ARDIE datent des exercices 2019 à 2021. Pour rappel, il s'agit de créances qui résultent de mise à disposition de personnel. Un échéancier en date du 27/02/2023 a été mis en place, mais n'a pas pu être respecté par l'association ARDIE. Une convention de compensation de créances a été signée entre les deux parties en date du 30 juin 2024.

Le montant de la créance compensée au titre de l'exercice 2024 est de 4 050 €.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 650 063				1 650 063
Dont générosité du public					
Report à nouveau	836 505	70 396			906 901
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	70 396		7 759	70 396	7 759
Dont générosité du public					
Situation nette	2 556 963	70 396	7 759	70 396	2 564 722
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	21 715			12 024	9 691
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	2 578 678	70 396	7 759	82 420	2 574 413
TOTAL dont générosité du public					

Fonds dédiés

Nature du projet	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
	Montant global		Montant global	Dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CGSS - Sésame 2018	22 000					22 000	22 000
DEETS - Contrat d'Engagement Jeune 2023	407 133		407 133			0	
DEETS - Contrat d'Engagement Jeune 2024		274 708				274 708	
DEETS - FUI Fonds d'aide d'urgence		6 674				6 674	
Département - Création d'une CAE (Coopérative d'Activité et l'Emploi) avec un volet EITI (Entreprise d'insertion par le Travail Indépendant) 2022	165 800		165 800			0	
CONSORTIUM - BIP 100% INCLUSION 2022	260 116		218 292			41 824	
PREFECTURE - REUSSIR SA SORTIE 2024		5 617				5 617	
DEETS - TRAJECT OI 2023	2 230		2 230			0	
DEETS - Belorizon		13 237				13 237	
ARS - PAS TOUCHE C'EST GAGNE	10 000		10 000			0	
ARS CONSULTATIONS PSY	20 000		20 000			0	
REGION - PARTAZ OUT ZISTOIR 2024		4 000				4 000	
LOGES +	11 216	10 248				21 464	
DGCS/DGOM Mission Egalité 2023	10 000		8 436			1 564	
DGCS/DGOM Nouvelle Force 2023	8 000		607			7 393	
Total	916 495	314 484	832 498	0	0	398 481	22 000

Subventions d'investissement

Financier et nature du projet	A l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		A la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	
Montant nominal				
CIREST - Cité de la formation	40 000			40 000
TOTAL	40 000	0	0	40 000
Quotes-parts virées au résultat				
CIREST - Cité de la formation	18 285	12 024		30 309
TOTAL	18 285	12 024	0	30 309

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	335 320	271 119	132 475	473 964
TOTAL (II)	335 320	271 119	132 475	473 964
TOTAL GENERAL (I+II)	335 320	271 119	132 475	473 964
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		271 119	132 475	
- financières				
- exceptionnelles				

Les provisions pour risques enregistrées au 31/12/2024 permettent, notamment, de couvrir le risque que certaines subventions ne soient jamais versées. Cela concerne :

- La Région : 10% du total attendu pour 2024, soit 53 K€
- La commune de Sainte-Rose : 100% du solde des subventions 2027/2018/2019/2021/2022/2023, soit 52 K€
- La commune de Saint-Benoît : 100% de la subvention 2017, soit 24 K€
- La commune de Bras-Panon : 100% de la subvention 2018, soit 16 K€
- La commune de la Plaine des Palmistes : 100% des subventions 2018/2019/2021, soit 19 K€
- La commune de Saint-André : 100% du solde de la subvention de 2023, soit 15 K€
- L'ARML : 100% du solde de subventions de 2017 à 2020, soit 29 K€
- Le FSE : 20% du montant des subventions demandées restant à recevoir, soit 129 K€
- La préfecture : 100% de la subvention PSAD 2017/2018, soit 11 K€
- La CIREST : 40% des subventions BIP Inclusion (2020) et Cité de la formation (2021), soit 65 K€

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	162 878	23 505	102 086	37 287
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	97 316	97 316		
Dettes fiscales et sociales	706 476	706 476		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	46 458	46 458		
Produits constatés d'avance	640 859	640 859		
TOTAL	1 653 987	1 514 614	102 086	37 287

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	113
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	39 201
Dettes fiscales et sociales	464 867
Autres dettes	9 456
TOTAL	513 637

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions

Des concours publics pour un montant total de 15 598 € ont été encaissés en 2024 par l'association. Il concerne la quote-part au titre du versement libératoire de 13% de la taxe d'apprentissage.

Le tableau ci-dessous reprend la liste des subventions d'exploitation enregistrées en produits sur l'exercice.

Financier	Montant
EUROPE (FSE)	536 264
DIECCTE	3 314 973
DEETS	230 445
ARS	22 000
Préfecture région Réunion	31 479
ASP	41 419
France TRAVAIL	238 075
CIREST	39 336
Région Réunion	537 383
Département Réunion	102 482
Commune de Saint-André	82 508
Commune de Bras-Panon	18 933
Commune de Sainte-Rose	9 200
Commune de la Plaine des Palmistes	9 608
Commune de Saint-Benoît	53 702
Commune de Salazie	10 347
Autres	140 683
Total	5 418 837

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Montant
Produits exceptionnels	12 972
Sur opérations de gestion	12 024
Produits de cession des éléments d'actif	948
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	5 123
Sur opérations de gestion	972
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	4 151
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	7 849

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite. Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 267 640 EUR.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans pour les non cadres et 65 ans pour les cadres
- le taux de turn-over : 10% de 19 à 29 ans, 6% de 30 à 39 ans, 4% de 40 à 49 ans, 2% de 50 à 54 ans, 1% de 55 à 57 ans, 0% à partir de 58 ans
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 2% par an
- le taux d'actualisation retenu : 3,2%
- le taux moyen des charges sociales : 36% pour les non cadres et 46% pour les cadres

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif au 31/12/2024

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	4	
Non cadres	85	
TOTAL	89	0

Nature et évaluation des contributions volontaires

Des contributions en biens (locaux) sont apportées par les communes suivantes, évaluées selon une moyenne de 10€ le m², pour un montant total de 38 040€ (trente-huit mille quarante euros) :

- La Plaine des Palmistes : 12 m² x 12 mois soit 1 440€
- Sainte-Rose : 12 m² x 12 mois soit 1 440€
- Saint-André (EEI Cambuston) : 8 m² x 12 mois soit 960€
- Saint-André (Pôle de Services) : 8 m² x 12 mois soit 960€
- Saint-Benoît (EEI Sainte Anne) : 12 m² x 12 mois soit 1 440€
- Bras-Panon : 215 m² x 12 mois soit 25 800€
- Salazie : 50 m² x 12 mois soit 6 000€

Ces contributions volontaires à titre gratuit ne représentant aucun flux financier, elles ne sont pas comptabilisées et n'ont donc aucune incidence sur le résultat de l'exercice comptable 2024. Leur valorisation a juste pour objet de donner une image fidèle des activités et du patrimoine de la MLE.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 11 793 €.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Association Mission Locale Est

Association Loi 1901

Siège social : Beaufonds
25, Cité artisanale – BP 57
97470 SAINT BENOIT

SIRET / APE : 38210406500034 / 8413Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2024

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

M.L.E.

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

PERSONNES CONCERNEES	NATURE DE LA CONVENTION	Charges comptabilisées	Produits comptabilisés
M. Jeannick ATCHAPA Vice- Président de l'ARML et Président de la MLE	Convention de mise à disposition d'un chargé de projet de la Mission Locale Est à l'Association Régionale des Missions Locales sur la période allant de janvier 2024 à mars 2024. Produits comptabilisés au titre de l'exercice 2024.		9 407 €
M. Jeannick ATCHAPA Vice- Président de l'ARML et Président de la MLE	La MLE verse une cotisation en tant que membre de l'association ARML. La charge comptabilisée au titre de l'exercice 2024.	7 000 €	

PERSONNES CONCERNEES	NATURE DE LA CONVENTION	Charges comptabilisées	Produits comptabilisés
Les chambres consulaires : Président de la CCI Réunion, CMA Réunion et la Chambre d'agriculture, Membres de la MLE et de l'association ARDIE	L'association ARDIE réalise des prestations de services dans le domaine du numérique en faveur du public jeune de la MLE la convention est conclue pour une durée de 12 mois. La charge comptabilisée au titre de l'exercice 2024 a fait l'objet d'une compensation pour un montant de 4 050 €.	11 150 €	
Les chambres consulaires : Président de la CCI Réunion, CMA Réunion et la Chambre d'agriculture, Membres de la MLE et de l'association ARDIE	La MLE verse une cotisation en tant que membre de l'association ARDIE. La cotisation au titre de 2024 constatée dans les comptes est de 3 250 €.	3 250 €	

Fait à Saint Paul, le 09 Juin 2025
C2A, Commissaire aux Comptes



Sébastien ROBERT, associé